



## Brève chronologie des événements relatifs à la situation en Haïti (juin - mi-juillet 2005)

### Au plan national :

- Le **3 juin**, le premier ministre haïtien **Gérard Latortue** a réclamé une révision en profondeur du mandat de l'ONU et une nouvelle répartition des *Casques bleus* dans le pays. « Nous ne pouvons avoir toutes ces troupes dans le pays et assister à la dégradation de la situation, a-t-il déclaré à des journalistes. Cette déclaration est survenue après que Port-au-Prince ait connu une montée de l'insécurité avec une dizaine de morts et une quinzaine d'enlèvements par des inconnus cherchant à obtenir une rançon. Cette montée de l'insécurité a suscité de vives critiques contre les *Casques bleus* de l'ONU.
  - Samedi le **4 juin**, une opération policière musclée dans le quartier de Bel Air a fait plusieurs victimes. Deux morts, selon la *MINUSTAH*. Vingt morts, selon les familles des victimes. Les autorités haïtiennes ont justifié cette action musclée de la police par l'existence de gangs, accusés de faire régner la terreur dans les quartiers pauvres de la capitale. Cette opération survenait quelques jours après l'attaque du marché *Tête Bœuf* et celle d'un commissariat de police du centre-ville, attaques qui avaient fait plusieurs victimes.
  - Le **6 juin**, le premier ministre intérimaire d'Haïti, **Gérard Latortue**, s'est rendu à New York pour rencontrer le secrétaire général de l'ONU, **Kofi Annan** et le *Conseil de sécurité* en vue de discuter du mandat de la *MINUSTAH*. « Si je dois tirer un bilan de la sécurité, il n'est pas ce que j'espérais ni ce que j'avais promis. « J'espère que les *Nations Unies* pourront
- reconsidérer la répartition des troupes sur le terrain pour une meilleure efficacité des forces internationales » a dit Gérard Latortue à des journalistes.
- À la veille de la *Journée mondiale de la terre* célébrée le **5 juin**, le ministre haïtien de l'environnement, **Yves-André Wainright** a annoncé l'adoption par son gouvernement d'un décret sur la gestion de l'environnement.
  - Le **8 juin**, *La solidarité des Femmes haïtiennes* (SOFA) a présenté à la presse un rapport bilan des cas de violences sexuelles répertoriées dans plusieurs régions du pays durant la période allant de 2003 au début de 2005. Les données recueillies par la SOFA dans ses zones d'intervention au niveau de quatre (4) départements du pays montrent une nette augmentation des cas d'abus sexuels.
  - Le **9 juin**, la *Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif* (PAPDA) a condamné la nouvelle vague d'expulsion des Haïtiens et Haïtiennes vivant en République dominicaine, en particulier les déportations massives effectuées au cours du mois de mai par le gouvernement dominicain. La PAPDA a appelé à la mobilisation contre ces déportations.
  - Le **13 juin**, les gardes côtes américains ont rapatrié cent onze (111) Haïtiennes et Haïtiens qui tentaient de se rendre à Miami sur une embarcation de fortune. Ces réfugiés de la mer pour la plupart

originaires du Nord ont déclaré qu'ils fuyaient la misère et l'insécurité.

- Le **14 juin**, dix-sept partis politiques dont *Fanmi Lavalas*, ont signé un *Code de conduite électorale* en prévision de la tenue possible d'élections à l'automne prochain.
- Le *Réseau national de défense des Droits humains* (RNDDH) a publié, le **15 juin**, un **rapport** où il établit que, depuis mars 2004, 1031 personnes ont été tuées en Haïti dans le contexte de violence qui a suivi la chute d'Aristide. Parmi ces victimes, figurent 73 policiers et quatre (4) *Casques bleus* de la mission onusienne. Le RNDDH considère que la situation est devenue plus violente depuis le début de « l'opération Bagdad » en septembre 2004. Selon le rapport, « plusieurs groupes sont impliqués dans les violences dont des ex militaires, des policiers révoqués, des ex rebelles du *Front de résistance* qui a combattu le régime lavalas et des gangs armés.

Le *RNDDH* recommande des mesures sociales, de sécurité et de justice. Il suggère entre autres le « lancement d'un vaste programme de création d'emplois », « l'établissement d'un plan de sécurité », « l'arrestation et le jugement de criminels » responsables de plusieurs exactions. Le rapport est disponible à l'adresse électronique suivante : [www.rnddh.org/article.php3?id\\_article=226](http://www.rnddh.org/article.php3?id_article=226).....

- La journaliste **Nancy Roc**, présentatrice du magazine hebdomadaire « *Métropolis* » sur la station privée *Radio Métropole*, a dû quitter précipitamment Haïti et se réfugier en Floride, le **16 juin**, suite à des menaces persistantes de rapt. La journaliste a confié à *Reporters sans frontière* (RSF), qu'il y avait en Haïti 182 gangs, 6 000 hommes armés et 5 000 adolescents enrôlés ».
- Le **21 juin**, l'organisme *Enfofanm* a lancé un cri d'alarme pour sauver Haïti du règne de la terreur dans certaines zones de Port-au-Prince. Le communiqué **Haïti : « Un cri citoyen pour sauver ce pays! »** est reproduit en **annexe**.

- Le **22 juin**, le gouvernement intérimaire a opéré un léger remaniement du cabinet ministériel en remplaçant trois (3) ministres et en nommant un nouveau secrétaire d'État. « *Ancien conseiller particulier du chef du gouvernement, Paul Gustave Magloire s'est vu confier le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, poste qui était occupé depuis février par Georges Moïse. Henri Dorléans, un juriste, remplace au ministère de la Justice et de la Sécurité publique Bernard Gousse, et le ministère des Affaires sociales échoit à Frank Charles, un modéré considéré comme proche du parti Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. Il y succède à Pierre-Claude Calixte. M. Latortue a également nommé une femme, Cécile Coulanges Banatte, secrétaire d'État aux Affaires sociales.* »

Au lendemain du remaniement ministériel, le *Conseil des Sages* a émis un **communiqué** donnant sa position sur ce remaniement (voir communiqué du **23 juin** en annexe).

- Les autorités jamaïcaines ont rapatrié, le **22 juin**, près de 300 réfugiés haïtiens, à bord de deux (2) avions. Au moins cinquante (50) d'entre eux ont vainement sollicité l'asile politique auprès des autorités de la Jamaïque. Il s'agit du 3<sup>e</sup> refoulement d'Haïtiens par la Jamaïque depuis le début de 2005.
- Le *Conseil des Sages* a, dans une *feuille de route* soumise au gouvernement de transition lors du Conseil des ministres tenu le **25 juin**, exprimé ses vives préoccupations face à la dégradation de la situation du pays tant au plan politique qu'économique. Dans un document de 33 pages, le *Conseil des Sages* formule des recommandations allant dans le sens du rétablissement de l'ordre dans le pays, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, de la gestion des risques et des désastres et de la réalisation d'élections honnêtes, crédibles et démocratiques d'ici la fin de 2005.

La *feuille de route* a reçu l'approbation des ministres et des secrétaires d'État présents à la séance du 25 juin.

- D'intenses tirs à l'arme automatique ont marqué la célébration de la fête patronale de Notre-Dame du Perpétuel Secours tenue dans le quartier de Bel Air le **27 juin** en présence de représentants du gouvernement et du corps diplomatique. À la demande de la *Conférence épiscopale d'Haïti*, le gouvernement haïtien avait proclamé la journée du 27 juin, jour férié de prières en faveur de la paix dans le pays et ce malgré le statut d'État laïc d'Haïti.
- La *Commission Justice et Paix* a lancé, le **1<sup>er</sup> juillet**, un appel à la conscience citoyenne pour stopper la violence qui a fait près de 2 000 morts dans la zone métropolitaine au cours des trois (3) dernières années. Les causes de la violence sont multiples selon la *Commission* : « l'impunité, la précarité, l'exode rural, l'absence de services de base dans les communautés, la circulation illégale d'armes à feu, le trafic illicite des stupéfiants, la passivité des citoyennes et citoyens, l'exclusion sociale ». Le communiqué de la *Commission* est reproduit en **annexe**.
- Dans une déclaration faite le **4 juillet**, les syndicats des chauffeurs de la zone métropolitaine de Port-au-Prince dénoncent la manière unilatérale du gouvernement de hausser une nouvelle fois les prix des produits pétroliers. Les chauffeurs menacent d'observer un arrêt de travail si le gouvernement ne subventionne pas le carburant.
- Dans son édition du **4 juillet**, le quotidien haïtien *Le Matin* a révélé la présence possible en République dominicaine d'une quinzaine de mercenaires qui s'apprêteraient à entrer en Haïti pour déstabiliser le pays et faire échec au processus électoral. Ces mercenaires seraient membres d'une

compagnie sud-africaine qui assurait à Aristide sa sécurité jusqu'en février 2004. Une enquête à ce sujet serait en cours.

Deux jours plus tard, le responsable de la MINUSTAH disait n'être pas au courant de cette affaire.

- Le passage du cyclone *Dennis* sur les côtes sud d'Haïti le **7 juillet** a provoqué la mort d'une quarantaine de personnes, plusieurs sont portées disparues, quinze mille sont sinistrées. L'ouragan a provoqué d'importants dégâts matériels, plusieurs rivières sont en crue, des plantations ont été détruites et un pont a été emporté à Grand-Goâve faisant plusieurs victimes.
- Le **10 juillet**, le journaliste Jacques Roche, responsable de la rubrique culturelle au journal *Le Matin*, a été kidnappé à Port-au-Prince. Ses ravisseurs ont exigé une rançon de 250 000\$US pour sa libération.
- Le *Conseil électoral provisoire* (CEP) a annoncé le début du processus d'inscription des partis politiques en vue des prochaines élections. La période d'inscription s'étale du **11 au 20 juillet** et tous les partis politiques légalement reconnus sont invités à s'enregistrer. À noter qu'il y a actuellement cent trois (103) partis politiques en Haïti mais il n'y a pas de données sur le nombre de membres inscrits à ces partis!!!
- Le **12 juillet**, le nouveau ministre de la Justice et de la Sécurité publique, **Henri Dorléans**, a rendu public un plan d'action semestriel (juillet-décembre 2005) devant permettre la revitalisation du système judiciaire haïtien très contesté depuis longtemps.

## Au plan international :

- Le premier ministre du Québec, **Jean Charest**, a effectué une mission en Haïti du **4 au 6 juin**. C'était la première visite officielle d'un Premier ministre du Québec en Haïti! Il était accompagné de la ministre des Relations internationales, **Monique Gagnon-Tremblay** et d'un groupe de cadres haïtiens vivant au Québec. Débarqué à Port-au-Prince, Jean Charest s'est rendu également à St-Marc et aux Gonaïves. Au cours de cette mission, il a réitéré le soutien de son gouvernement au pouvoir intérimaire et à la tenue des élections dans le pays. Il a aussi annoncé une contribution de plus d'un million de dollars pour soutenir Haïti. Les projets sélectionnés seront mis en œuvre par huit (8) organismes québécois de coopération internationale. Haïti est le premier pays bénéficiaire du *Programme québécois de développement international* (PQDI) du *Ministère des Relations internationales* (MRI). Le **communiqué de presse** annonçant la contribution du Québec à Haïti est reproduit en **annexe**.
- Selon le *Washington Post* du **5 juin**, l'ambassade américaine en Haïti a demandé à l'administration Bush d'étudier l'envoi de quelques centaines de *marines* en Haïti pour lutter contre l'insécurité notamment dans la perspective des élections prévues en fin d'année. « La MINUSTAH est un échec et le gouvernement haïtien n'a pas été en mesure de créer les conditions favorables pour la tenue des élections. Une nouvelle opération de secours pour ce pays est à nouveau nécessaire et ne peut probablement pas se faire sans l'aide de troupes américaines » poursuit l'éditorial qui reflète bien la conviction de l'administration américaine que les USA sont les gendarmes du monde!!!
- *L'Assemblée générale* de l'OÉA s'est tenue à Fort Lauderdale (Floride) au cours de la **première fin de semaine de juin**. Le **dossier haïtien** était à l'agenda de cette Assemblée. Devant le centre où se déroulaient les assises, quelques centaines de partisans d'Aristide ont manifesté pour le retour à « l'ordre constitutionnel » et pour le retour de leur président en Haïti.
- Le **7 juin**, la ministre suisse des Affaires étrangères, **Micheline Calmy-Rey**, a annoncé que les avoirs en Suisse de l'ancien dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier (1971-1986) et de son entourage resteront bloqués pendant une période maximale de deux (2) ans. Ces avoirs, évalués à 7,5 millions de francs suisses sont bloqués depuis la chute du dictateur en 1986, dans les trois (3) cantons de Zurich, Vaud et Genève, à la demande du gouvernement haïtien.
- Selon une dépêche de la *Presse canadienne*, la *Banque mondiale* (BM) a accordé, le **7 juin**, un prêt de deux (2) milliards de dollars à Haïti afin de lui permettre de gérer ses finances. Cet argent financera des programmes destinés à aider le gouvernement haïtien à établir un budget et un calendrier des dépenses, selon la BM. Il permettra également la création d'une unité anti-corruption.
- Au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSTAH tenue le **9 juin**, le représentant du secrétaire général de l'ONU en Haïti, **Juan Gabriel Valdès** a lancé une mise en garde à des politiciens qui auraient participé à des réunions pour planifier des actes de violence contre la police haïtienne et contre la MINUSTAH tout en maintenant en apparence de bonnes relations avec la mission onusienne.
- Le lendemain, le conseiller spécial du premier ministre canadien sur Haïti, **Denis Coderre**, a invité le gouvernement haïtien et les troupes des *Nations Unies* à prendre des mesures fermes contre les bandes armées et les secteurs qui alimentent la violence à Port-au-Prince. « La situation de violence que vit la capitale haïtienne a trop duré » selon Coderre tout en pointant du doigt les « chimères ». Denis Coderre était de la mission conjointe entre les États-Unis, le

Brésil, la France et le Canada qui a visité Haïti du **8 au 11 juin** afin d'évaluer entre autres la situation de sécurité dans le pays et l'état du processus électoral.

- Suite à sa mission d'enquête menée en avril en Haïti, la *Commission interaméricaine des droits de l'homme* (CIDH) a publié son rapport « Observations préliminaires » dans lequel elle se dit très préoccupée face à la détérioration sociopolitique du pays. Selon la note de presse d'*Alterpresse* du **10 juin**, on peut lire dans le rapport que « les enlèvements, la piraterie routière et d'autres actes de violence se multiplient à la capitale ». Toujours selon le rapport, « de nombreux groupes et gangs armés ainsi que d'autres personnes non autorisées détiennent des armes illégales. Une bonne partie de la violence, concentrée dans une large mesure dans la capitale, est survenue dans le contexte d'affrontements entre des gangs et la police ». Enfin, selon la *CIDH*, « des abus ont été signalés dans la répression par la police d'actes de banditisme. Elle encourage la mise en application du *programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration* (DDR).
- Le **13 juin**, le quotidien américain *Miami Herald* a rendu publique une lettre adressée le **10 juin** à la secrétaire d'État Condoleezza Rice par un groupe de parlementaires démocrates américains, membres du *Black Caucus*, proches d'Aristide, qui avaient appelé à la révocation du ministre haïtien de la Justice, **Bernard Gousse**, l'accusant de garder illégalement en prison l'ancien premier ministre d'Aristide, Yvon Neptune. Ce dernier est détenu depuis plus d'un an dans le cadre de son implication présumée dans le massacre de la Scierie, perpétré le 11 février 2004.

Le lendemain, le ministre Bernard Gousse présentait sa démission au premier ministre intérimaire Gérard Latortue.

La manœuvre des parlementaires américains a été qualifiée d'ingérence

grave dans la justice haïtienne par des responsables politiques haïtiens.

- À deux (2) jours de la *3<sup>e</sup> Conférence internationale sur Haïti*, le ministre canadien des Affaires étrangères, **Pierre Pettigrew** a présenté, le **14 juin**, une allocution « **Haïti : Cayenne et la voie à suivre** » devant le *comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international* de la *Chambre des Communes*. Il a, entre autres, déclaré que « la lenteur de la communauté internationale à honorer les engagements pris à Washington envers l'avenir d'Haïti menace le processus démocratique. Les lourdeurs administratives sont injustifiées, ces gens ne peuvent plus attendre ».

La députée du *Bloc québécois*, **Francine Lalonde**, a souligné au ministre Pettigrew que « le désarmement est une précondition pour tout le reste » et que, en ce sens, « il était crucial que le *Conseil de sécurité* de l'ONU élargisse le mandat de la MINUSTAH ».

- Les **16 et 17 juin**, s'est tenue à Montréal la *3<sup>e</sup> Conférence internationale sur Haïti*, co-présidée par les ministres haïtien et canadien des Affaires étrangères, **Hérard Abraham** et **Pierre Pettigrew**. Cette *Conférence* avait, entre autres, comme objectifs de faire le point sur l'état de la situation en Haïti, sur l'état d'avancement du processus électoral, sur la mise sur pied d'une éventuelle mission internationale d'observation des élections et sur le suivi de la mise en œuvre du *Cadre de coopération intérimaire* (CCI).

Outre la délégation officielle haïtienne et canadienne, des représentants des États-Unis, de la France, du Brésil, de l'ONU, de l'OÉA et du *Conseil électoral provisoire* (CEP) d'Haïti ont participé à cette *Conférence* des bailleurs de fonds pour Haïti qui fait suite à la *Conférence de Washington* en **juillet 2004** et celle de *Cayenne* en Guyane française en **mars 2005**, sans grands résultats, faut-il le dire...

Au terme de la *Conférence*, les pays donateurs ont décidé de cibler 30

millions de dollars sur des besoins humanitaires. À la demande du gouvernement haïtien, cette aide sera consacrée « à l'amélioration de la distribution de l'électricité, à l'accès à l'eau potable, à la préparation de la prochaine année scolaire, à l'aménagement de terrains de soccer... ».

- Dans une entrevue exclusive à *Radio Kiskeya* le **18 juin**, le chef de la composante militaire de la MINUSTAH, le général brésilien **Augusto Heleno Ribeiro**, a déclaré que « Haïti est l'un des pays les plus compliqués au monde et la solution des problèmes de ce pays n'est pas chose facile ».
- Le **21 juin**, le Canada a exhorté ses ressortissants à différer toute visite non essentielle en Haïti et celles et ceux qui s'y trouvent, à laisser le pays si leur présence n'y est pas absolument indispensable.
- Le **22 juin**, le *Conseil de sécurité* de l'ONU a décidé, dans sa **résolution 1608**, de proroger le mandat de la MINUSTAH jusqu'au **15 février 2006**, autorisant par ailleurs le déploiement supplémentaire de 750 militaires et de 50 policiers, en prévision des élections prévues pour l'automne 2005.

S'adressant aux institutions financières internationales (IFI) et aux donateurs, le *Conseil de sécurité* leur a lancé à nouveau un appel pour qu'ils décaissent rapidement les contributions annoncées lors de la *Conférence de Washington* (juillet 2004). Le texte de la **résolution 1608** est reproduit en **annexe**.

- Le **même jour**, le gouvernement espagnol a annoncé sa décision d'ordonner le retrait des 200 soldats espagnols présents dans la composante militaire de la MINUSTAH. Le départ des troupes, dû au mécontentement des autorités espagnoles face au non-respect des engagements financiers de la communauté internationale envers Haïti, pourrait intervenir à la fin de l'année 2005 ou au début de 2006.

- Du **22 au 27 juin**, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, **Jean-Marie Guéhenno**, a visité Haïti en vue de s'informer de la situation dans le pays. Au terme de sa visite, il déclarait que « la situation dans certaines régions d'Haïti est pire qu'au Darfour (Soudan) qui a connu une grave crise humanitaire l'année dernière ». « Même si les élections parviennent à placer un nouveau gouvernement au pouvoir, Haïti aura encore besoin d'une aide massive de la communauté internationale et les *Casques bleus* devront rester sur place pour de nombreuses années », a-t-il ajouté. Il a dénoncé également les obstacles posés par la bureaucratie internationale en ce qui concerne le décaissement des fonds au bénéfice de la population, fonds promis à Haïti il y a déjà un an.

- Le **23 juin**, la *Commission interaméricaine des droits de l'Homme* (CIDH) a émis un communiqué de presse dans lequel elle exprime sa grande préoccupation face à l'escalade, au cours des derniers mois, de la violence en Haïti. Cette violence cause des pertes de vie humaine sur une base quotidienne et paralyse les activités ordinaires des Haïtiens, particulièrement de ceux qui vivent dans la capitale.

- Selon un article d'*AlterPresse* publié le **24 juin**, l'assistant secrétaire d'État américain pour l'Amérique latine, **Roger Noriega**, a accusé Aristide d'alimenter la violence en Haïti et il a fait savoir que Washington a fait part de son inquiétude à l'Afrique du Sud, terre d'exil de l'ancien président haïtien.

- Après avoir suspendu ses activités pendant trois (3) semaines pour raison de sécurité, le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) a, le **28 juin**, repris ses activités dans le quartier de Cité Soleil.

Deux jours plus tard, un employé du *CICR*, **Joël Covin**, était retrouvé sans vie à Carrefour. Il avait été enlevé la veille alors qu'il rentrait chez lui. Il a été tué d'une balle dans la tête.

- Du **5 au 7 juillet**, le nouveau Secrétaire général de l'OÉA, **José Miguel Insulza**, a visité Haïti pour la première fois depuis son élection à ses nouvelles fonctions. Au cours de son séjour dans le pays, il a dénoncé la violence politique et réaffirmé le soutien de l'OÉA à la tenue d'élections dans le pays cette année. Le responsable de l'OÉA s'est prononcé en faveur d'un prolongement jusqu'au mois de septembre de la période d'inscription des électeurs pour favoriser leur plus grande participation aux élections.
- *Médecins du monde – Canada* a annoncé qu'il maintenait sa présence à Cité Soleil malgré l'insécurité croissante. Travaillant auprès des femmes atteintes du sida, l'organisme humanitaire refuse de les abandonner. « Nous sentons que la situation actuelle est difficile mais la sécurité n'est pas assez mauvaise et les besoins sont trop immenses pour que nous partions » a dit, le **5 juillet** en conférence de presse, **Réjean Thomas**, président-fondateur de *Médecins du monde* au Canada (*Le Devoir*, édition du **6 juillet 2005**).
- Dans un communiqué de presse émis à Paris le **6 juillet**, *Médecins sans frontière* (MSF) a appelé tous les acteurs armés de Port-au-Prince à respecter la sécurité des populations civiles et à permettre l'accès immédiat aux soins médicaux d'urgence. Selon MSF, 40 femmes ont été violées au cours des derniers mois. Le communiqué de presse de MSF est publié en **annexe**.
- Dans une déclaration publiée dans la **première semaine de juillet**, l'ONG britannique *Action Aid* se dit très préoccupée par la persistance de la situation de violence en Haïti. L'ONG prône « la mise en œuvre d'un programme urgent de désarmement, le renforcement du partenariat avec la société civile sur le dossier de la sécurité, la professionnalisation de la police haïtienne ». **Action Aid** exhorte le gouvernement haïtien à renforcer l'appareil judiciaire et à mettre un terme à l'impunité. L'ONG demande enfin à la communauté internationale de décaisser les fonds promis à Haïti dans le cadre de la reconstruction du pays.
- Au cours du Sommet des pays de la CARICOM tenu à Ste-Lucie au début de juillet, les pays participant ont exprimé leurs vives préoccupations par rapport à l'augmentation de l'insécurité et de la violence en Haïti. La CARICOM bloque toujours la participation d'Haïti à ses rencontres, protestant ainsi contre les circonstances du « départ » d'Aristide d'Haïti en février 2004.
- Selon la *Presse canadienne*, l'ambassadeur canadien auprès des *Nations Unies*, **Allan Rock**, a affirmé le **8 juillet** que le « Canada n'est actuellement pas en mesure de dépêcher davantage de troupes en Haïti ». Cette déclaration faisait suite aux commentaires de Kofi Annan laissant entendre qu'il pourrait contacter Ottawa ou Paris afin d'obtenir l'envoi de forces supplémentaires en Haïti.
- Au cours d'un point de presse tenu le **12 juillet** à Port-au-Prince, le représentant du Secrétaire général adjoint des *Nations Unies* pour les Affaires humanitaires et le Développement, **Adama Guindo**, a plaidé en faveur d'efforts supplémentaires dans le financement des projets du CCI.
- Le **même jour**, le comité conjoint des représentants du gouvernement, des donateurs internationaux et de la société civile haïtienne, comité créé à l'issue de la *Conférence de Washington* (juillet 2004) a tenu sa 1<sup>ère</sup> rencontre à Port-au-Prince. Selon les représentants des donateurs, quelque 400 millions de dollars sur les 1,1 milliard de dollars promis ont été déboursés jusqu'à la fin de mai pour l'amélioration de la gouvernance, la relance économique, l'accès aux services de base et l'aide humanitaire.
- À suivre!

N.B. À noter que les agences d'information [*Agence France Presse* (AFP), *Agence haïtienne de presse* (AHP), *AlterPresse*, *Presse canadienne* (PC) et *Reuters*] et les rapports de mission d'organisations non gouvernementales ont été nos principales sources d'informations pour le survol rapide des derniers événements.